



**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE – DIVISION DU PILOTAGE ET
DE LA GESTION DES OPERATIONS IMMOBILIERES**

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE TECHNIQUE
POUR L'OPERATION DE RENOVATION DU 233
BOULEVARD SAINT GERMAIN**

MARCHÉ 25F089-01

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

(CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. Objet	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Procédure	4
1.4. Forme	4
1.5. Durée	4
1.6. Montants	4
1.7. Lieux d'exécution	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES	5
ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE	5
3.1. Représentation des parties	5
3.1.1. Représentant de l'acheteur	5
3.1.2. Représentant du titulaire	5
3.1.3. Formes des notifications entre les parties	6
3.2. Obligations du titulaire	6
3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil	6
3.2.2. Conformité aux normes	6
3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé	6
ARTICLE 4 - PRIX	7
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	7
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	7
ARTICLE 5 - CLAUSE DE RÉEXAMEN	8
ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	8
6.1. Modalités de facturation	8
6.2. Mode de règlement	9
6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	9
6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	9
6.5. Présentation des demandes de paiement	9
6.6. Avance	10
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE	10
7.1. Désignation de sous-traitants	10
7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	11
ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	11
8.1. Responsabilité	11
8.2. Assurances	12

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	12
9.1. Impartialité	12
9.2. Modification des prestations	12
9.3. Arrêt de l'exécution des prestations	12
ARTICLE 10 - PROPIÉTÉ INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 11 - MODALITÉS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	13
11.1. Opérations de vérifications	13
11.2. Transfert de propriété	13
ARTICLE 12 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	13
12.1. Délais d'exécution	13
12.1.1. Décompte des délais	14
12.1.2. Délais d'exécution des prestations	14
12.2. Pénalités	14
ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	15
ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	15
14.1. Obligation de confidentialité	15
14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques	15
14.3. Protection des données à caractère personnel	16
ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE	17
15.1. Résiliation	17
15.2. Litiges	17
15.3. Langue	17
ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	18
ANNEXE 1 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	19

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles ayant pour objet l'assistance à maîtrise d'ouvrage technique pour la rénovation du bâtiment sis 233, boulevard Saint-Germain et 102, rue de l'Université, 75007 PARIS.

Le titulaire du présent marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique est chargé de réaliser un dossier de diagnostics techniques complet du 233BSG et d'élaborer, sur la base du scénario issu de l'étude de faisabilité menée par le titulaire du marché 25F089-02, le programme architectural et technique correspondant. Ce programme servira au recrutement du futur maître d'œuvre de l'opération

Il devra notamment :

- procéder aux études permettant de vérifier la compatibilité entre les objectifs de la maîtrise d'ouvrage et l'environnement du projet ;
- mener les études de faisabilité en proposant plusieurs scénarii et en les confrontant aux contraintes du projet ;
- évaluer les coûts d'investissement des solutions proposées.

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières).

1.2. Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

1.3. Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP (code de la commande publique).

1.4. Forme

Le marché prend la forme d'un marché ordinaire, conclu à prix global et forfaitaire.

1.5. Durée

Le marché est conclu pour une durée de 18 mois à compter de sa date de notification.

1.6. Montants

Le montant total du marché est indiqué dans l'acte d'engagement.

1.7. Lieux d'exécution

Le marché est exécuté au bâtiment du 233 boulevard Saint-Germain et du 102 rue de l'Université – 75007 Paris.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) dûment complété et signé par les représentants de l'Assemblée nationale et du titulaire, et ses annexes, dont l'annexe financière ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cadre de réponse technique valant mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre ;
- le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics du service des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale (CCG-AN) ;
- la charte graphique de l'Assemblée nationale ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et services (CCAG-PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1. Représentation des parties

3.1.1. Représentant de l'acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent marché est le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou toute personne désignée par ses soins.

La liste nominative et les coordonnées des personnels de l'Assemblée nationale, correspondants du titulaire, sont communiquées après notification du marché.

3.1.2. Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Si la personne physique désignée pour assurer la mission du titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, celui-ci doit en aviser immédiatement le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine par envoi recommandé avec avis de réception postal. Il est alors fait application de l'article 3.4.3 du CCAG-P.I.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

La récusation peut également intervenir pour des motifs liés à la bonne exécution du marché ou des motifs de sécurité et de compétences, appréciés par l'acheteur.

3.1.3. Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-PI, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

3.2. Obligations du titulaire

3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à tenir l'Assemblée nationale informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'Assemblée nationale, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP du marché) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde. À cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs l'Assemblée nationale, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation. Il signale en outre les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

3.2.2. Conformité aux normes

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP et du présent CCAP.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le cocontractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le cocontractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article

L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;

- 2° de l'article D. 8222-5 : un extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- article D. 8254-2 : la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement

ARTICLE 4 - PRIX

4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués

Le présent marché est conclu sur la base d'un **prix global et forfaitaire** au sens de l'article R. 2112-6 du code de la commande publique et selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis hors TVA.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que la rémunération forfaitaire de la mission comprend toute sujétion et tout déplacement nécessaires à l'exercice de cette mission, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI. Elle tient compte notamment du temps passé par le titulaire sur le site et des frais de fonctionnement et de secrétariat nécessaires à l'exécution de cette mission.

Cette rémunération inclut également la réalisation de toutes les corrections demandées par l'Assemblée nationale sur les livrables, sans limitation de nombre.

4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Les prix du marché sont fermes et actualisables.

Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date d'établissement des prix et la date de début d'exécution des prestations, les prix sont actualisés à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations, à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times [0,15 + 0,85 (Indice_1/Indice_0)]$$

Dans laquelle :

P_1 : prix actualisé ;

P_0 : prix à la date d'établissement des prix ;

Indice₁: valeur de l'indice publié trois mois avant la date de début d'exécution des prestations ;

Indice₀: valeur de l'indice à la date d'établissement des prix.

L'indice de référence est l'indice ING – ingénierie (identifiant INSEE : 001711010).

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement sera utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice sera proposé au titulaire ; celui-ci aura la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu sera réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci pourra proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale reviendra alors à l'acheteur, qui communiquera l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

La communication des prix actualisés s'accompagne de celle de l'indice d'actualisation, obtenu par la même formule, sous la forme d'un pourcentage arrondi à la troisième décimale.

Les prix actualisés seront arrondis à la deuxième décimale.

ARTICLE 5 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier le marché en cours d'exécution. Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées, à l'initiative exclusive de l'acheteur, notamment en cas d'événement aux spécificités imprévues ou en cas de nouveaux besoins imprévus. Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

6.1. Modalités de facturation

Les prestations exécutées sont payées mensuellement à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives en fin de chaque mois.

Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- La référence du marché (intitulé et numéro) ;
- La date et le numéro de l'ordre de service ;
- La nature et la quantité des prestations commandées ;
- Le montant forfaitaire des prestations,
- Les montants et taux de TVA légalement applicables,

- Le montant total TTC des prestations exécutées.

6.2. Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

6.5. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale pourra appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, le marché pourra être résilié.

6.6. Avance

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché (ou à 50 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

7.1. Désignation de sous-traitants

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4¹ (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant précisant :
 - ☐ la désignation précise des prestations sous-traitées,
 - ☐ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
 - ☐ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
 - ☐ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
 - ☐ le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;

¹ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;
6. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
7. Attestation d'assurance ;
8. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

daip.marches@assemblee-nationale.fr

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le contrat entre le titulaire et le sous-traitant prévoit la cession des droits de propriété intellectuelle au titulaire. Cette cession couvre les droits d'exploitation ainsi que les droits d'exploitation et d'évolution.

7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents seront adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

8.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

8.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

9.1. Impartialité

Le titulaire s'engage à faire connaître sans délai à l'Assemblée nationale toute situation de conflit d'intérêt dans laquelle lui-même ou l'un de ses intervenants pourrait se trouver dans le cadre de l'exécution du présent marché.

9.2. Modification des prestations

Des modifications portant sur les prestations faisant l'objet du présent contrat pourraient intervenir, à l'initiative de l'Assemblée nationale ou du titulaire. Celles-ci donneraient lieu à la conclusion d'un avenant signé des deux parties.

9.3. Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché, à l'issue de chaque phase de la mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 10 - PROPIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Assemblée nationale dispose, dès la réception des livrables, de la propriété de l'intégralité des données (livrables, plans, programmes, études...) afférentes.

Par dérogation aux articles 33 à 35 du CCAG-PI, les modalités de cession des droits d'auteur détenus par le titulaire sur le livrable qu'il réalise en exécution du présent marché sont déterminées selon les modalités prévues ci-après.

Les droits d'auteur cédés à l'Assemblée nationale et énumérés ci-après seront destinés à être exploités à titre gratuit.

Le titulaire cède à l'Assemblée nationale à titre exclusif et pour la durée de la propriété intellectuelle d'après les lois françaises et étrangères et les conventions internationales, actuelles et futures, en tous pays et en toutes langues, les droits suivants :

- le droit de représenter tout ou partie du livrable et ses traductions, par tout procédé actuel ou futur de communication au public ;
- le droit de reproduire tout ou partie du livrable et ses traductions, sur tout support graphique et tout support d'enregistrement magnétique, optique, numérique ou électronique, tant actuel que futur ;
- le droit de traduire en toutes langues tout ou partie du livrable.

Le titulaire garantit à l'Assemblée nationale la jouissance entière et libre de toutes servitudes des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques.

Le prix global et forfaitaire proposé par le titulaire dans l'acte d'engagement inclut la cession des droits patrimoniaux dans les conditions définies ci-dessus.

ARTICLE 11 - MODALITÉS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

11.1. Opérations de vérifications

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux 28 et 29 du CCAG-PI.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG-PI.

11.2. Transfert de propriété

Le transfert des droits (cession/concession) des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle fait suite à l'admission des prestations livrées.

ARTICLE 12 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

12.1. Délais d'exécution

12.1.1. Décompte des délais

Il est fait application des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG-PI.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

12.1.2. Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution du marché est de 18 mois à compter de sa notification.

12.2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités maximales suivantes pourront être appliquées avec un plafonnement à hauteur de 30%. Leur application résulte de la simple constatation des services de l'Assemblée nationale, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Ces pénalités peuvent être cumulatives.

Pénalités	Montant de la pénalité
Absence à une réunion (par cas constaté)	500 €
Non-exécution des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail (par jour calendaire jusqu'à la régularisation de la situation)	100 €
Dépassement des délais d'exécution relatifs aux livrables (par jour calendaire de retard)	100 €
Manquement à une des obligations suivantes : confidentialité et mesures de sécurité, impartialité, lutte contre le travail dissimulé (par infraction)	1 000 € ou résiliation du marché sans indemnité et exécution aux frais et risques du titulaire
Manquement à une autre obligation du titulaire définie dans les documents de la consultation ayant valeur contractuelle (par manquement et / ou par jour)	150 €
Sous-traitance non déclarée	1 000 € ou résiliation du marché sans indemnité et exécution aux frais et risques du titulaire
Tout manquement à la protection des données à caractère personnel (article 14 du CCAP)	1 000 €

ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions qui suivent par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

14.1. Obligation de confidentialité

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le terme « information confidentielle » signifie toute information relative à l'exécution du marché, que cette information ait été acquise directement ou indirectement au cours de discussions ou d'investigations entre les parties (notamment de façon orale, écrite, magnétique ou électronique).

Cela inclut toute information technique, rapports, de même que tout secret, donnée, spécification, logiciel et programme, documentation ou tout autre renseignement concernant ou se rapportant au marché, de même que les analyses, sommaires, rapports, compilations, études comparatives, travaux ou autres documents qui contiennent, reflètent ou ont servi à produire une telle information. Cela inclut également toutes les données à caractère personnel. L'intégralité des informations ainsi visées et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du marché sont la propriété exclusive de l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent marché, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques

L'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques de l'Assemblée nationale est réservé aux personnels du titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants qui sont nommément agréés et respectent les règles de sécurité générales de l'Assemblée nationale qui leur sont communiquées.

Par « ressources informatiques », sont inclus notamment :

- les ordinateurs, serveurs, imprimantes et tout type de périphérique ;
- les réseaux informatiques des sites de l'Assemblée nationale constitués des câblages et d'éléments actifs ;
- les logiciels et tout service applicatif ;
- tout élément logiciel ou matériel constitutif de l'infrastructure ou des équipements informatiques de l'Assemblée nationale.

L'autorisation d'accès est délivrée après enquête diligentée par le service de sécurité compétent pour l'Assemblée nationale. Il est fait obligation au titulaire de fournir à l'Assemblée nationale :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Le badge, lorsque l'accès aux locaux est physique, doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai devra être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'écarter de l'exécution du présent marché toute personne, quelle que soit sa nationalité, susceptible de porter atteinte aux règles de sécurité susmentionnées.

Avant tout commencement des prestations, le titulaire a l'obligation de transmettre à l'Assemblée nationale la liste des personnes y contribuant ainsi que toutes les habilitations nécessaires pour vérifier la conformité.

14.3. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent document.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE

15.1. Résiliation

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-PI.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-PI.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

15.2. Litiges

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L. 2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris sera le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

15.3. Langue

Les documents relatifs au présent marché sont rédigés en Français.

ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document apporte les dérogations listées ci-dessous au CCAG-PI.

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG.
- L'article 3.1.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.
- L'article 8.2 déroge à l'article 9 du CCAG.
- L'article 10 déroge aux articles 33 à 35 du CCAG.
- L'article 12.2 déroge à l'article 14 du CCAG.

ANNEXE 1 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

L'annexe 1 fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.